



KPMG SA  
51 rue de Saint Cyr  
69009 Lyon



ORCOM AUDIT  
2 avenue de Paris  
45000 Orléans

# Association L'Opcommerce

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association L'Opcommerce  
251 Boulevard Péreire - 75017 Paris

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

ORCOM AUDIT  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : 2 avenue de Paris 45000 Orléans  
323 479 741 RCS Orléans



KPMG SA  
51 rue de Saint Cyr  
69009 Lyon



ORCOM AUDIT  
2 avenue de Paris  
45000 Orléans

## Association L'Opcommerce

251 Boulevard Péreire - 75017 Paris

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de l'association L'Opcommerce,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'Opcommerce relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

### **Engagements de financement de formations**

Conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux organismes paritaires de la formation professionnelle, l'association constitue des charges à payer pour engagements de financement de formations qui figurent au passif du bilan pour un montant de 947 millions d'euros, TVA incluse. Ces provisions sont évaluées selon les modalités décrites à la note 3.11 « Charges à payer et EFF ». Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par l'association et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de cette estimation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 25 juin 2025

Orléans, le 25 juin 2025

KPMG SA

ORCOM Audit

Jean-Marie Besson  
Associé

Thibaut Closset  
Associé

Aurélie Pinsard  
Associée technique

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	3 081 975	1 251 003	1 830 973	2 058 099	Réserves		
Immobilisations corporelles	5 748 175	1 989 710	3 758 466	1 754 138	Report à nouveau	34 906 809	28 175 133
Immobilisations financières	659 141		659 141	600 509	Excédent ou déficit	3 374 422	6 731 676
					<b>Total des fonds propres (I)</b>	38 281 231	34 906 809
Compte de liaison investissements					<b>FONDS DEDIES (II)</b>	3 415 096	8 660 929
					<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques	3 414 955	1 035 462
					Provisions pour charges	719 719	624 486
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	9 489 292	3 240 712	6 248 580	4 412 746	<b>Total des provisions (III)</b>	4 134 674	1 659 948
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences	895 657 223		895 657 223	940 452 396	Emprunts et dettes assimilées	55 570 183	61 875 237
Créances sur autres subventions	12 569 944		12 569 944	22 665 506	France Compétences		737 035
Adhérents et comptes rattachés	5 111 171		5 111 171	4 876 445	Charges à payer pour EFF	947 121 372	1 087 238 757
Autres créances	16 690 628		16 690 628	31 072 223	Dettes fournisseurs	4 240 085	3 178 585
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales	8 678 630	7 445 817
Disponibilités	151 837 902		151 837 902	226 095 001	Autres dettes	17 003 110	9 435 514
Charges constatées d'avance	1 335 448		1 335 448	859 098	Produits constatés d'avance	11 006 515	15 294 781
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun					- Moyens commun		
- Entre dispositifs					- Entre dispositifs		
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	1 083 202 316		1 083 202 316	1 226 020 667	<b>Total des dettes (IV)</b>	1 043 619 895	1 185 205 728
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	1 092 691 608	3 240 712	1 089 450 895	1 230 433 413	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	1 089 450 895	1 230 433 413

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024**  
**en Euros**

	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>Collecte</b>		
Collectes encaissées sur l'exercice	13 245 249	11 359 824
Reprise provision collecte à recevoir	(4 091 212)	(3 770 671)
collectes à recevoir	4 256 310	4 091 212
Abondement FPSPP		
Concours de France Compétences		
- au titre des collectes légales	290 732 476	297 131 564
- au titre de la péréquation	562 488 968	685 030 712
<b>Collecte nette</b>	<b>866 631 792</b>	<b>993 842 642</b>
<b>Subventions</b>	<b>(6 243 681)</b>	<b>10 721 567</b>
<i>Aides de l'Etat</i>	(6 380 032)	10 024 186
<i>Aides des régions et autres collectivités locales</i>	116 351	722 530
<i>Aides du Fonds social européen (FSE)</i>		
<i>Appels à Projets</i>		
<i>Part du FPSPP</i>		
<i>Part du FSE</i>		
<i>Peréquation</i>		
<i>Autres Aides</i>	20 000	(25 150)
Utilisations des fonds dédiés	4 178 344	2 994 604
Autres produits de formation	695 748	23 098
<b>PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>865 262 203</b>	<b>1 007 581 910</b>
<b>Charges de formation</b>	<b>806 236 625</b>	<b>951 128 217</b>
<i>Dont</i>		
<i>Fonctionnement CFA</i>		
<i>Investissement OF</i>	332 521	399 535
<i>CPF</i>		
Reversements		4 051
Report en fonds dédiés formation	382 853	4 178 344
Autres charges formation	2 494 256	147 760
<b>CHARGES DE FORMATION</b>	<b>809 113 734</b>	<b>955 458 372</b>
<b>Total I - Résultat de formation .....</b>	<b>56 148 469</b>	<b>52 123 538</b>

	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions de fonctionnement	1 202 242	2 941 384
Transferts de charges		
Reprises sur provisions pour risque et charges		210 084
Utilisation des fonds dédiés F	4 482 585	6 257 186
Autres produits	434 679	345 140
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 119 507</b>	<b>9 753 793</b>
Achats et autres charges externes	21 200 784	20 292 321
Impôts, taxes et versements assimilés	287 221	281 086
Charges de personnel	34 670 180	30 749 715
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 354 392	1 117 527
Reports en fonds dédiés F	3 032 243	4 482 585
Autres charges	480	3 394
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>60 545 299</b>	<b>56 926 627</b>
<b>Total II - Résultat de fonctionnement .....</b>	<b>(54 425 792)</b>	<b>(47 172 834)</b>
<b>Total III - Résultat de l'activité (I + II) .....</b>	<b>1 722 677</b>	<b>4 950 704</b>
Produits financiers	3 216 567	2 403 749
Charges financières	247	
<b>Total IV - Résultat financier .....</b>	<b>3 216 320</b>	<b>2 403 749</b>
Produits exceptionnels	7 500	6 500
Charges exceptionnelles	800 100	52 377
<b>Total V - Résultat exceptionnel .....</b>	<b>(792 600)</b>	<b>(45 877)</b>
Impôts sur les bénéfices (VI)	771 975	576 900
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (III + IV + V - VI)</b>	<b>3 374 422</b>	<b>6 731 676</b>



# **1. DESCRIPTIF DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS DE L'ENTITE**

## **1.1 Objet social**

Conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur, L'OPCOMMERCE, en tant qu'opérateur de compétences, a pour objet de financer des actions de formation, d'aider les branches à construire les certifications professionnelles et d'accompagner les PME pour définir leurs besoins en formation.

## **1.2 Missions sociales**

Les missions sociales assurées par L'OPCOMMERCE sont définies à l'article 3 de l'accord du 11 décembre 2018. L'OPCOMMERCE a pour missions :

- d'assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation conclus par les entreprises relevant des branches comprises dans son champ d'intervention ainsi que le financement des certifications et actions de formation réalisées dans le cadre des dispositifs prévus par la législation en vigueur ;
- d'apporter un appui technique aux branches adhérentes qui le souhaitent pour la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, leur mission de certification ainsi que dans le fonctionnement de leur observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- d'assurer un service de proximité au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle ;
- d'accompagner les entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité ;
- de prendre en charge les dépenses des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications des branches et d'un observatoire prospectif du commerce ;
- de consolider les données des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications des branches ;
- de prendre en charge les dépenses d'ingénierie de certification et de formation ;
- de promouvoir auprès des entreprises les formations réalisées en tout ou partie à distance ou en situation de travail ;
- de promouvoir des programmes d'actions de formations collectives interbranches ;
- d'informer, sensibiliser et accompagner les entreprises sur le droit à la formation professionnelle continue et les dispositifs légaux et conventionnels de formation ;

- d'assurer le rôle confié par la loi aux opérateurs de compétences en matière de qualité de la formation
- d'informer les entreprises sur les enjeux liés au développement durable et de les accompagner dans leurs projets d'adaptation à la transition écologique, notamment par l'analyse et la définition de besoins en compétences.
- de promouvoir les métiers du Commerce
- de rechercher tout financement complémentaire possible pour la réalisation de ses missions.

### **1.3 Moyens mis en œuvre et ressources**

L'OPCOMMERCE bénéficie de ressources en provenance de FRANCE COMPETENCES et de la collecte auprès des entreprises relevant de son champ d'intervention. Ces ressources permettent à l'OPCOMMERCE d'assurer ses missions sociales.

L'OPCOMMERCE est administré par un Conseil d'administration, composé des représentants des employeurs et des salariés du secteur du Commerce. Celui-ci a notamment pour rôle :

- d'arrêter les orientations stratégiques dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
- de définir les règles de fonctionnement applicables aux différentes sections financières ;
- de valider les propositions des sections professionnelles paritaires relatives aux priorités et règles de prise en charge des formations ;
- d'arrêter le budget, approuver le bilan et le compte de résultat et procéder ou faire procéder à toutes les opérations comptables et financières nécessaires à la bonne gestion de l'opérateur de compétences ;
- de conclure ou autoriser toute convention visant à mobiliser des financements complémentaires et à nouer des partenariats opérationnels avec les institutions intervenant dans le champ de L'OPCOMMERCE ;
- de valider les budgets des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications des branches et le budget et les modalités de fonctionnement de l'observatoire interbranches ;
- de conclure la convention d'objectifs et de moyens entre L'OPCOMMERCE et l'État.

## **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1 Principes généraux**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les comptes annuels des Opérateurs de compétences mentionnés à l'article L6332-1 du code du travail, dont fait partie l'Opcommerce, sont établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2019-03 du 05 Juillet 2019 homologué par arrêté du 26 décembre 2019 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le bureau de l'association en date du 27 mai 2025.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

### **2.2 Informations complémentaires**

#### ***2.2.1 Collecte***

Au titre de 2024, seules les contributions conventionnelles, les versements volontaires et ceux liés au dialogue social, sont directement encaissés par l'OPCO.

#### ***2.2.2 Faits marquants de l'exercice***

L'activité de l'exercice a été marquée par :

- la prise en charge de 110 230 contrats d'alternants (hors Pro A) en 2024 vs 106.373 en 2023, malgré une baisse des niveaux de pris en charge des contrats d'apprentissage et une baisse des contrats de professionnalisation de 4 229 contrats probablement dû à l'arrêt des primes en mai 2024
- l'absence de reversement d'excédent de trésorerie de la section Alternance et PDC
- la décision du conseil d'administration de mutualiser les budgets de versements volontaires créditeurs des Entreprises n'ayant aucune activité sur les trois dernières années.
- l'extinction du dispositif CPF

- l'utilisation d'un taux différencié pour les frais annexes liés au contrat d'apprentissage pour tenir compte des observations réalisées sur les premiers millésimes et des recommandations de France Compétences

### 3. INFORMATIONS DETAILLEES SUR LE BILAN

#### 3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue entre 1 et 5 ans. Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels, des licences et des développements informatiques à hauteur de 3 081 975 euros.

#### 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue qui correspondent à la durée d'usage.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Agencements : 5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans

#### 3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées pour la totalité de dépôts de garantie sur loyers.

#### 3.4 Synthèse des immobilisations

Valeur brute	Valeur Brute				Amortissements				Actif net
	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice	
Immobilisations incorporelles	4 786 131	2 090 364	3 794 520	3 081 975	3 579 028	700 521	3 028 547	1 251 002	1 830 973
Immobilisations corporelles	4 078 194	2 439 038	788 857	5 728 375	2 324 056	449 520	783 866	1 989 710	3 738 666
Immobilisations financières	600 509	62 924	4 292	659 141	-	-	-	-	659 141
Immobilisations en cours	850 996	19 800	850 996	19 800	-	-	-	-	19 800
<b>Total</b>	<b>10 315 830</b>	<b>4 612 126</b>	<b>5 438 665</b>	<b>9 489 292</b>	<b>5 903 084</b>	<b>1 150 041</b>	<b>3 812 413</b>	<b>3 240 712</b>	<b>6 248 580</b>

Les immobilisations corporelles se décomposent ainsi :

Agencements et aménagements	2 956 456
Matériels de bureau et informatique	2 279 209
Mobiliers	492 710

Les dotations aux amortissements constatées au 31/12/2024 ont été réparties entre les dispositifs au prorata des frais de gestion comptabilisés au 31/12/2024 par dispositif.

Cette répartition est la suivante :

Dispositif	PROF	PDC	VV	CONV	TOTAL
Taux	93,61%	4,46%	1,28%	0,66%	100,00%

### 3.5 Actif circulant

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

L'actif circulant (hors comptes de liaison) s'élève au 31 décembre 2024 à 1 083 202 315 euros se décomposant comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances à recevoir France Compétences	895 657 223	895 657 223	
- au titre de 2023	240 418 425		
- au titre de 2024	655 238 798		
Créances sur autres subventions	12 569 944	12 569 944	
Adhérents et comptes rattachés	5 111 171	5 111 171	
Autres créances	16 690 628	16 690 628	
- Crédit de TVA	4 240 313		
- Tva deductible	496 664		
- Tva deductible sur CAP EFF	11 793 721		
- Fournisseurs avance et acomptes	11 408		
- Autres	148 522		
Disponibilités	151 837 902	151 837 902	
Charges constatés d'avance	1 335 448	1 335 448	
<b>TOTAL</b>	<b>1 083 202 315</b>	<b>1 083 202 315</b>	

A la date du bureau du 27 mai 2025, l'Opcommerce a encaissé de sa créance à recevoir de péréquation au titre de l'exercice 2023 la somme 234 837 863 euros de France Compétences, une somme de 5 580 562 euros reste à recevoir.

### 3.6 Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatés d'avance	1 335 448		
<b>Total</b>	<b>1 335 448</b>		

### 3.7 Trésorerie

La trésorerie hors comptes de liaison à l'actif du bilan au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

	Trésorerie au 31/12/2024
Valeurs mobilières de placement	-
Disponibilités	
Trésorerie à l'actif du bilan ( a )	<b>151 837 902</b>
Dettes financières : Concours bancaires ( b )	55 570 183
<b>Disponibilités nettes au 31/12/2024 ( a ) - ( b )</b>	<b>96 267 719</b>

Conformément au plan comptable, les comptes de liaison ne sont pas présentés dans le bilan consolidé.

### 3.8 Répartition de la section moyens communs

Conformément à la législation en vigueur, les actifs et passifs de fonctionnement sont présentés dans une section spécifique, la section « moyens communs ».

Les immobilisations nettes sont réparties entre les sections par un compte de liaison investissement. Les autres actifs et passifs sont inscrits dans un compte de liaison « moyens communs ». La contrepartie est inscrite sur chaque section en compte de liaison « moyens communs ».

### 3.9 Produits constatés d'avance

Ce poste se décompose principalement comme suit :

#### 3.9.1 Versements volontaires

Concernant la section « versements volontaires », les collectes sont remises à disposition de l'entreprise si celles-ci ne sont pas utilisées à l'issue de l'exercice. En conséquence, un produit constaté d'avance est inscrit dans les comptes, il s'élève à 10 317 325 euros au 31/12/2024 (14 526 031 euros au 31/12/2023).

### **3.9.2 Autres produits constatés d'avance**

La prise en charge par le bailleur des travaux d'agencements effectués au siège de l'Opcommerce et dans la délégation Occitanie de l'Opcommerce pour un montant de 1 049 800 € reste comptabilisée en produit constaté d'avance pour un montant de 689 190 € contre 768 750 € l'année dernière, soit un produit constaté dans les comptes de l'exercice pour 104 360 € afin de suivre la charge d'amortissement correspondante étalée sur 10 ans.

### **3.10 Excédent de trésorerie**

L'article R6332-27 du code du travail dispose que les disponibilités, dont un opérateur de compétences peut disposer au 31 décembre d'une année donnée au titre des actions de l'alternance ou du plan de développement des compétences, ne peuvent excéder le tiers des charges comptabilisées au cours du dernier exercice clos, déduction faite des dotations aux amortissements et des provisions autres que celles relatives à un contentieux engagé avec un organisme de formation.

Conformément au II de l'article 5 du décret n° 2022-956 du 29 juin 2022, ces dispositions s'appliquent au calcul des disponibilités constatées à compter du 1er janvier 2023.

**Il n'y a pas d'excédent de trésorerie comptabilisé en charges au titre de l'exercice clos le 31/12/2024.**

### **3.11 Charges à payer et EFF**

Les actions de formation sont comptabilisées au compte 656 « charges au titre des formations ».

Les charges à payer pour engagements de financement de formation s'élèvent à 947 121 372 € TTC soit 934 554 495 € HT au 31 décembre 2024.

La comptabilisation en charges à payer pour engagement de financement de formation (E.F.F.) correspond aux engagements de financement relatifs à des actions de formations restant à dispenser, diminués du taux d'annulation probable des engagements, moyenne des annulations des trois exercices précédents dénoués (calculé par agrément).

L'OPCOMMERCE a par ailleurs décidé, dans le respect du plan comptable des OPCO et du principe de prudence, de tenir compte, dans ses taux d'annulation, de l'impact du Covid et n'a pas pris l'année 2020 dans le calcul du taux d'annulation pour la section PDC.

Pour les contrats d'apprentissage pour lequel l'OPCO ne dispose pas encore, par définition, de données historiques, nous avons retenu un taux d'annulation probable de 18% sur les coûts contrats et un taux d'annulation probable de 40% sur les frais d'annexes. Il est précisé que ce taux différencié de 40% sur les frais annexes a été utilisé pour la première fois en 2024 et appliqué à l'ensemble des millésimes de contrats d'apprentissage en cours.

Le pourcentage des taux d'annulation retenu pour le calcul de provision pour charges de formation est le suivant :

Taux d'annulation	2024	2023
Contrat Pro hors EFT	32,06%	32,36%
Contrat d'apprentissage NPEC	18,00%	18,00%
Contrat d'apprentissage Frais Annexes	40,00%	18,00%
EFT Contrat Pro	29,95%	32,91%
EFT Contrat d'apprentissage	37,67%	20,00%
Contrats Tuteurs	26,36%	27,60%
Plan-50	14,18%	13,60%
PROA	20,52%	21,00%
EFT/PROA	9,11%	23,00%

Aucun taux d'annulation n'est pratiqué dans les sections Versements Volontaires (VV) et Conventionnelle. En effet, ces sections fonctionnent, par définition, sans mutualisation, toute annulation implique une remise à disposition des fonds au profit des adhérents contributeurs (VV) ou de la branche (Conventionnelle).



### 3.12 Suivi des charges à payer pour engagements de financement de formations (EFF)

(Montants ci-dessous exprimés en HT)

Conformément au règlement comptable, les tableaux de suivi des EFF sont établis par dispositif et présentés dans chaque section financière.

**TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION**

Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	282 065 195	341 529 439	927 210 860		1 550 805 494
B	Engagements et compléments	284 785	461 931	1 004 701	1 164 040 687	1 165 792 104
C=A+B	Total I	282 349 980	341 991 370	928 215 561	1 164 040 687	2 716 597 598
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	22 210 106	155 174 668	493 122 453	270 858 659	941 365 887
E	Annulations de l'exercice N	137 953 727	54 681 783	138 858 473	0	331 493 983
F=D+E	Total II	160 163 832	209 856 452	631 980 926	270 858 659	1 272 859 870
G=C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	122 186 148	132 134 919	296 234 634	893 182 028	1 443 737 728

**Tableau de suivi des engagements de financement de formation**

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	124 286 092	238 966 621	707 749 866		1 071 002 579
I	Engagements bruts de financement de formation de l'Exercice N				1 164 040 687	1 164 040 687
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N					
K+IxJ	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				229 295 288	229 295 288
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				270 858 659	270 858 659
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	124 286 092	238 966 621	707 749 866		1 071 002 579
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	22 588 733	48 450 156	199 628 866	663 886 740	934 554 495
N=H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	22 588 733	48 450 156	199 628 866	663 886 740	934 554 495
Echéance à moins d'un an						
Échéance à plus d'un an						

### 3.13 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont définis à l'article 132-1 du règlement comptable applicable aux associations depuis le 1er janvier 2020. Ils se définissent comme suit :

- La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». L'article 132-2 liste expressément les ressources qui peuvent être affectées en fonds dédiés à la clôture de l'exercice :
  - Les subventions d'exploitation ;
  - Les contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
  - Les ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurance-vie.

Les fonds dédiés feront l'objet d'une reprise au fur et à mesure de leur utilisation, ou à défaut d'une reprise pour reversement.

Les fonds dédiés s'élèvent, au 31 décembre 2024 à 3 415 096 euros et sont ventilés de la manière suivante :

- Versements volontaires : 422 524 euros,
- Moyens communs : 2 975 535 euros,
- Alternance : 17 036 euros

Il est précisé que les fonds dédiés concernent principalement pour le fonctionnement les diagnostics RH GEPP.

	A l'ouverture	Reports(689)	Utilisation(789)	A la cloture
REGION (2)	1 002 165	762 030	1 002 165	762 030
DIRECCTE /DREETS (6)	3 692 807	2 108 340	3 692 807	2 108 340
DGEFP (5)	3 015 289	391 211	3 015 289	391 211
PE PIC (7)	892 421		892 421	-
AGEFIPH (3)	54 247	153 515	54 247	153 515
Autres (8)	4 000		4 000	
<b>TOTAL</b>	<b>8 660 929</b>	<b>3 415 096</b>	<b>8 660 929</b>	<b>3 415 096</b>

### 3.14 Provisions pour risques et charges

	Au début de l'exercice	Dotations	Reprises	A la fin de l'exercice
Litiges et contentieux	1 035 462			1 035 462
Indemnités de retraite	624 486	95 233		719 719
Provision pour risques d'annulation		2 379 493		2 379 493
<b>Total</b>	<b>1 659 948</b>	<b>2 474 726</b>	<b>-</b>	<b>4 134 674</b>

L'évaluation de la provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite du personnel a été effectuée pour l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2024 par la méthode de la dette actuarielle. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Augmentation annuelle des salaires = 2%,
- Taux d'actualisation = 3 %,
- Age de départ prévu = 67 ans,
- Taux de rotation = 8% dégressif,
- Taux de charges sociales patronales = 45%,
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.

### 3.15 Détail des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Emprunt et dettes assimilées	55 570 183	55 570 183	
- <i>Alternance</i>	<i>55 570 183</i>		
Charges à payer pour EFF	947 121 372	947 121 372	
Dettes fournisseurs	4 240 085	4 240 085	
Dettes fiscales et sociales	8 678 630	8 678 630	
- <i>TVA</i>	<i>864 691</i>		
- <i>Organismes sociaux</i>	<i>1 896 761</i>		
- <i>Primes, CP, et dettes aux salariés</i>	<i>4 824 693</i>		
- <i>Autres taxes</i>	<i>1 092 485</i>		
Autres dettes	17 003 110	17 003 110	
Produits constatés d'avance	11 006 515	10 422 305	584 210
<b>TOTAL</b>	<b>1 043 619 895</b>	<b>1 043 035 685</b>	<b>584 210</b>

## 4 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 **Note sur les ressources comptabilisées**

#### Collectes légales et conventionnelles

L'OPCO reçoit la participation des employeurs au titre de la formation professionnelle conformément aux dispositions du code du travail et des accords de branche en vigueur au 31 décembre 2024.

Les sommes collectées dans le cadre de l'obligation légale (via l'URSSAF puis France Compétences) ou conventionnelle constituent des produits pour l'OPCO à comptabiliser sur l'exercice de versements des rémunérations.

#### Collectes - versements volontaires

Les versements volontaires réalisés par les adhérents sont comptabilisés en produits lors de la décision de financement des actions de développement de la formation professionnelle ou lorsque la prestation de l'OPCO à l'origine de ces contributions a été effectivement rendue.

Aussi, à la clôture de l'exercice, l'OPCO comptabilise selon les cas :

- un produit constaté d'avance lorsque les VV perçus excèdent les engagements pris à la clôture (cf. note "Produits constatés d'avance - versements volontaires"),
- un produit à recevoir lorsque des prestations ont été réalisées et/ou des engagements pris alors même que le VV n'a pas été encaissé à la clôture (cf. note "Compte de résultat détaillé VV").

#### Comptabilisation par l'OPCO des conventions de financement

Les conventions de financement conclues entre l'OPCO et un organisme financeur prévoient l'attribution par l'organisme financeur d'une aide en contrepartie de la réalisation par l'OPCO de l'opération de formation mentionnée dans la convention. Dans le cadre des conventions de financement, les aides sont attribuées à l'exercice de levée de la condition suspensive sous réserve de la non-survenance d'événements résolutifs en N+1.

Les subventions rattachées à l'exercice s'appuient sur les conventions de financement.

Les principes suivants sont appliqués :

- un produit à recevoir est constaté conformément à la notification de financement ;
- un report en fonds dédiés est constaté afin de neutraliser le produit à recevoir comptabilisé relatif aux engagements non encore réalisés. L'utilisation des fonds dédiés sur les années suivantes est constatée corrélativement aux engagements réalisés pour assurer l'adéquation des produits liés aux conventions de financement avec les charges subventionnées.

## 4.2 Péréquation

La notification de l'attribution d'une enveloppe de fonds réservés constitue pour l'OPCO un produit à recevoir à comptabiliser sur l'exercice. Le montant de ce produit doit être ajusté lors de l'arrêté des comptes en fonction des besoins de couverture justifiés au cours de l'exercice.

Le montant du produit au titre de l'exercice 2024 s'élève à 562 488 968 euros.

Cette péréquation sera ajustée à l'occasion de l'examen des éléments définitifs de nos comptes annuels.

## 5 AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont comptabilisés à hauteur de 112 341 euros HT à la clôture de l'exercice 2024.

### 5.2 Effectifs

L'effectif de L'OPCOMMERCE en ETP au 31 décembre 2024 est détaillé de la manière suivante:

	Salariés	Mise à disposition	Total
Ouvriers	0	0	0
Employés	209	0	209
Techniciens, agents de maîtrise	59	0	59
Cadres	270	0	270
<b>TOTAL</b>	<b>538</b>	<b>0</b>	<b>538</b>

### 5.3 Respect du plafonnement des frais (COM)

Une convention d'objectifs et de moyens a été signée le 17 octobre 2023, entre l'Etat et l'Opcommerce, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025. Elle définit les modalités de financement et de mise en œuvre des missions de l'OPCO.

En application de l'article D6332-19 du code du travail, les charges de structure sont réparties selon la modulation imposée par l'état.

## Méthodologie de répartition

La mise en œuvre de la COM implique, en premier lieu, une répartition des frais par destination entre les activités définies par la convention entre les frais de gestion et les frais d'information et de mission.

Dans un deuxième temps, la répartition des frais est opérée entre les dispositifs.

### Répartition entre les activités de la COM

Les principes suivants de répartition des frais par rubrique de la COM été retenus :

- Répartition des « charges de personnel » :
  - o Affectation de la masse salariale chargée par grand type de métier. La clé de répartition est la masse salariale chargée.
- Répartition des autres charges de fonctionnement (nettes des produits correspondants) :
  - o Rattachement des charges par nature. A défaut, par les charges indirectes, la clé de répartition de l'effectif en équivalent temps plein.

Les frais globaux nets s'établissent à **51 981 447€** pour des fonds gérés à hauteur de **866 631 792 €** soit un taux de COM de **6.00%** respectant le montant plafond et le taux.

( en K € )

	Total	ALT	PDC	Conv	VV
Fonds gérés(a)	866 632	814 329	38 893	5 096	8 315
COM Plafond(b)	59 350	51 942	7 008	280	120
Charges brutes de fonctionnement(c)	60 545	56 616	2 696	397	836
Produits de fonctionnement(d)	6 120	5 555	283	42	239
Résultat de fonctionnement(e=c-d)	54 426	51 062	2 412	355	597
Résultat financier net de l'IS(f)	2 444	2 413	22	3	6
Charges nettes de fonctionnement(g=e-f)	51 981	48 649	2 390	352	591
Ecart €(h=g-b)	(7 369)	(3 293)	(4 618)	72	471
Taux de COM(i=g/a)	6,00%	5,97%	6,14%	6,90%	7,11%

## 5.4 Fiscalité

Dans l'attente de la mise conformité annoncée pour le 1er janvier 2026, l'Administration fiscale a confirmé, au titre de 2024 et 2025, le statu quo des OPCO qui est en vigueur depuis « l'Urssafisation » de la collecte.

En conséquence, l'Opcommerce a :

- déduit la TVA grevant ses dépenses tout au long de l'exercice 2024 de sorte a généré un crédit de TVA pour lequel un remboursement est demandé régulièrement
- comptabilisé au 31 décembre 2024 en charges pour leur montant HT les charges liées aux charges à payer, et notamment celles liées aux EFF puisque le droit à déduction de la TVA en 2025 ne sera pas remis en cause.

La position à la fois du crédit de TVA et de la TVA grevant les charges à payer (liées aux EFF ou aux charges de fonctionnement) est résumée à la note « 3.5. Actif circulant » de la présente annexe

## **5.5 Divers**

Dans le cadre de ses obligations de transparence, l'Opcommerce rappelle que, conformément à la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération ni avantage en nature n'a été versé au cours de l'exercice 2024 aux trois principaux cadres dirigeants — le Président, le Vice-Président et le Trésorier — qu'ils soient bénévoles ou salariés.



## Bilan et Compte de Résultat par dispositif





## **Bilan, Compte de Résultat et EFF**

### **Section Alternance**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**  
**ALTERNANCE**  
avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles					Réserves		
Immobilisations corporelles					Report à nouveau		789 744
Immobilisations financières					Excédent ou déficit	0	(789 744)
					<b>Total des fonds propres (I)</b>	0	0
					<b>FONDS DEDIES (II)</b>	17 036	115 900
Compte de liaison investissements	5 849 144		5 849 144	4 046 988	<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques		
					Provisions pour charges		
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	5 849 144		5 849 144	4 046 988	<b>Total des provisions (III)</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences	874 685 313		874 685 313	920 778 810	Emprunts et dettes assimilées	55 570 183	61 875 237
Créances sur autres subventions	72 200		72 200	175 400	France Compétences		
Adhérents et comptes rattachés					Charges à payer pour EFF	914 758 398	1 028 857 251
Autres créances	8 101 030		8 101 030	13 077 487	Dettes fournisseurs	371 548	380 219
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales	625 759	488 154
Disponibilités	94 510 201		94 510 201	149 254 979	Autres dettes	163 300	762 835
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance		
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun					- Moyens commun	9 246 611	6 996 923
- Entre dispositifs	3 452 527		3 452 527	12 711 870	- Entre dispositifs	5 917 581	569 014
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	980 821 271		980 821 271	1 095 998 545	<b>Total des dettes (IV)</b>	986 653 379	1 099 929 634
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	986 670 415		986 670 415	1 100 045 534	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	986 670 415	1 100 045 534

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024**  
**ALTERNANCE**

	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Collecte</b>		
Collectes encaissées sur l'exercice		(71 176)
Reprise provision collecte à recevoir		
collectes à recevoir		
Abondement FPSPP		
Concours de France Compétences		
- au titre des collectes légales	251 839 827	259 178 624
- au titre de la péréquation	562 488 968	685 030 712
<b>Collecte nette</b>	<b>814 328 795</b>	<b>944 138 160</b>
<b>Subventions</b>		<b>1 383</b>
<i>Aides de l'Etat</i>		
<i>Aides des régions et autres collectivités locales</i>		(1 807)
<i>Aides du Fonds social européen (FSE)</i>		
<i>Appels à Projets</i>		
<i>Part du FPSPP</i>		
<i>Part du FSE</i>		
<i>Peréquation</i>		
<i>Autres Aides</i>		3 189
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits de formation	692 570	1 282
<b>PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>815 021 365</b>	<b>944 140 825</b>
<b>Charges de formation</b>	<b>765 644 369</b>	<b>902 943 225</b>
<i>Dont</i>		
<i>Fonctionnement CFA</i>		
<i>Investissement OF</i>	332 521	399 535
Reversements		
Report en fonds dédiés formation		
Autres charges formation	1 200	7 931
<b>CHARGES DE FORMATION</b>	<b>765 645 568</b>	<b>902 951 156</b>
<b>Total I - Résultat de formation .....</b>	<b>49 375 797</b>	<b>41 189 669</b>

	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions de fonctionnement	1 328 260	2 142 118
Transferts de charges		
Reprises sur provisions pour risque et charges		192 671
Utilisation des fonds dédiés F	3 819 393	5 613 863
Autres produits	406 893	316 533
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 554 546</b>	<b>8 265 184</b>
Achats et autres charges externes	19 824 945	18 610 361
Impôts, taxes et versements assimilés	268 860	257 787
Charges de personnel	32 452 042	28 200 977
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 267 813	1 024 899
Reports en fonds dédiés F	2 802 362	3 819 393
Autres charges	449	3 113
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>56 616 472</b>	<b>51 916 529</b>
<b>Total II - Résultat de fonctionnement .....</b>	<b>(51 061 926)</b>	<b>(43 651 344)</b>
<b>Total III - Résultat de l'activité (I + II) .....</b>	<b>(1 686 129)</b>	<b>(2 461 675)</b>
Produits financiers	3 175 292	2 240 989
Charges financières	231	
<b>Total IV - Résultat financier .....</b>	<b>3 175 061</b>	<b>2 240 989</b>
Produits exceptionnels	7 021	5 961
Charges exceptionnelles	733 883	37 181
<b>Total V - Résultat exceptionnel .....</b>	<b>(726 862)</b>	<b>(31 220)</b>
Impôts sur les bénéfices (VI)	762 069	537 837
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (III + IV + V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>(789 744)</b>

### TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION ALT

Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	277 058 270	319 214 731	896 602 585		1 492 875 586
B	Engagements et compléments	284 785	461 931	1 004 701	1 100 749 890	1 102 501 307
C=A+B	Total I	277 343 055	319 676 662	897 607 286	1 100 749 890	2 595 376 892
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	21 906 964	149 868 394	470 995 212	235 248 956	878 019 527
E	Annulations de l'exercice N	133 423 190	40 220 773	133 850 124		307 494 088
F=D+E	Total II	155 330 154	190 089 167	604 845 337	235 248 956	1 185 513 615
G=C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	122 012 901	129 587 494	292 761 949	865 500 933	1 409 863 278

### Tableau de suivi des engagements de financement de formation ALT

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	119 279 166	218 728 864	682 428 533		1 020 436 563
I	Engagements bruts de financement de formation de l'Exercice N				1 100 749 890	1 100 749 890
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				20,32%	
K+IxJ	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				223 632 570	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				235 248 956	235 248 956
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	119 279 166	218 728 864	682 428 533		1 020 436 563
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	22 415 486	46 222 373	197 225 010	641 868 363	907 731 232
N=H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	22 415 486	46 222 373	197 225 010	641 868 363	907 731 232
Echéance à moins d'un an						
Échéance à plus d'un an						



## **Bilan, Compte de Résultat et EFF Section PDC**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**  
**PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES -50**  
avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles					Réserves		
Immobilisations corporelles					Report à nouveau	17 070 868	12 613 504
Immobilisations financières					Excédent ou déficit	279 826	4 457 363
					<b>Total des fonds propres (I)</b>	17 350 694	17 070 868
					<b>FONDS DEDIES (II)</b>		
Compte de liaison investissements	278 585		278 585	218 872	<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques		
					Provisions pour charges		
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	278 585		278 585	218 872	<b>Total des provisions (III)</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences	20 971 910		20 971 910	19 673 586	Emprunts et dettes assimilées		
Créances sur autres subventions	12 038		12 038	10 943	France Compétences		
Adhérents et comptes rattachés					Charges à payer pour EFF	11 264 329	11 378 259
Autres créances	2 867 728		2 867 728	5 589 126	Dettes fournisseurs		7 438
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales	597	34 572
Disponibilités	1 388 663		1 388 663	717 558	Autres dettes	7 922	44 164
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance		
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun					- Moyens commun	440 401	378 413
- Entre dispositifs	3 547 020		3 547 020	2 883 298	- Entre dispositifs	2 000	179 669
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	28 787 359		28 787 359	28 874 510	<b>Total des dettes (IV)</b>	11 715 250	12 022 515
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	29 065 944		29 065 944	29 093 383	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	29 065 944	29 093 383

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024**  
**PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES -50**

	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Collecte</b>		
Collectes encaissées sur l'exercice		(25 046)
Reprise provision collecte à recevoir		
collectes à recevoir		
Abondement FPSPP		
Concours de France Compétences		
- au titre des collectes légales	38 892 649	37 952 940
- au titre de la péréquation		
<b>Collecte nette</b>	<b>38 892 649</b>	<b>37 927 894</b>
<b>Subventions</b>	<b>9 538</b>	<b>1 236</b>
<i>Aides de l'Etat</i>	9 538	
<i>Aides des régions et autres collectivités locales</i>		(2 014)
<i>Aides du Fonds social européen (FSE)</i>		
<i>Appels à Projets</i>		
<i>Part du FPSPP</i>		
<i>Part du FSE</i>		
<i>Peréquation</i>		
<i>Autres Aides</i>		3 250
Utilisations des fonds dédiés		2 013
Autres produits de formation	2 837	3 433
<b>PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>38 905 024</b>	<b>37 934 577</b>
<b>Charges de formation</b>	<b>36 200 730</b>	<b>31 217 209</b>
<i>Dont</i>		
<i>Fonctionnement CFA</i>		
<i>Investissement OF</i>		
Reversements		16 905
Report en fonds dédiés formation		
Autres charges formation	471	4 349
<b>CHARGES DE FORMATION</b>	<b>36 201 201</b>	<b>31 238 463</b>
<b>Total I - Résultat de formation .....</b>	<b>2 703 822</b>	<b>6 696 114</b>



	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions de fonctionnement	63 740	118 385
Transferts de charges		
Reprises sur provisions pour risque et charges		10 420
Utilisation des fonds dédiés F	200 295	299 097
Autres produits	19 380	17 119
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>283 415</b>	<b>445 021</b>
Achats et autres charges externes	944 230	1 006 499
Impôts, taxes et versements assimilés	12 805	13 942
Charges de personnel	1 545 639	1 525 186
Dotations aux amortissements et aux provisions	60 384	55 429
Reports en fonds dédiés F	132 661	200 295
Autres charges	21	168
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 695 741</b>	<b>2 801 519</b>
<b>Total II - Résultat de fonctionnement .....</b>	<b>(2 412 326)</b>	<b>(2 356 499)</b>
<b>Total III - Résultat de l'activité (I + II) .....</b>	<b>291 497</b>	<b>4 339 615</b>
Produits financiers	29 540	155 246
Charges financières	11	
<b>Total IV - Résultat financier .....</b>	<b>29 529</b>	<b>155 246</b>
Produits exceptionnels	334	322
Charges exceptionnelles	34 444	561
<b>Total V - Résultat exceptionnel .....</b>	<b>(34 110)</b>	<b>(239)</b>
Impôts sur les bénéfices (VI)	7 090	37 259
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (III + IV + V - VI)</b>	<b>279 826</b>	<b>4 457 363</b>

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION PDC						
Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	200 409	2 661 774	14 242 810		17 104 994
B	Engagements et compléments				39 941 147	39 941 147
C=A+B	Total 1	200 409	2 661 774	14 242 810	39 941 147	57 046 141
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	37 816	508 898	9 916 722	25 750 992	36 214 428
E	Annulations de l'exercice N	162 594	1 709 273	3 058 171		4 930 038
F=D+E	Total II	200 409	2 218 171	12 974 893	25 750 992	41 144 466
G=C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	0	443 603	1 267 917	14 190 155	15 901 675

Tableau de suivi des engagements de financement de formation PDC						
Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	200 409	584 823	8 955 869		9 741 101
I	Engagements bruts de financement de formation de l'Exercice N				39 941 147	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				14,18%	
K+IxJ	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				5 662 718	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				25 750 992	25 750 992
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	200 409	584 823	8 955 869		9 741 101
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	0	123 962	199 088	8 527 437	8 850 488
N=H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	0	123 962	199 088	8 527 437	8 850 488
Echéance à moins d'un an						
Échéance à plus d'un an						



## **Bilan, Compte de Résultat et EFF Section Versements Volontaires**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**  
**VERSEMENTS VOLONTAIRES**  
avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles					Réserves		
Immobilisations corporelles					Report à nouveau	2 548 476	2 121 635
Immobilisations financières					Excédent ou déficit	892 522	426 841
					<b>Total des fonds propres (I)</b>	3 440 998	2 548 476
					<b>FONDS DEDIES (II)</b>	422 524	4 498 528
Compte de liaison investissements	79 827		79 827	114 069	<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques	2 270 376	
					Provisions pour charges		
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	79 827		79 827	114 069	<b>Total des provisions (III)</b>	2 270 376	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences					Emprunts et dettes assimilées		
Créances sur autres subventions	9 151 500		9 151 500	18 569 004	France Compétences		
Adhérents et comptes rattachés	6 366		6 366	89 202	Charges à payer pour EFF	19 609 436	45 322 509
Autres créances	3 132 709		3 132 709	8 580 843	Dettes fournisseurs		2 779
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales		16 144
Disponibilités	40 671 634		40 671 634	49 511 535	Autres dettes	16 629 178	8 286 549
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance	10 317 325	14 526 031
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun					- Moyens commun	126 194	197 216
- Entre dispositifs	559 982		559 982	4 383 288	- Entre dispositifs	785 988	5 849 709
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	53 522 192		53 522 192	81 133 872	<b>Total des dettes (IV)</b>	47 468 121	74 200 938
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	53 602 019		53 602 019	81 247 941	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	53 602 019	81 247 941

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024**  
**VERSEMENTS VOLONTAIRES**

	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>Collecte</b>		
Collectes encaissées sur l'exercice	8 389 056	6 797 554
Reprise provision collecte à recevoir	(74 335)	(46 460)
collectes à recevoir		74 335
Abondement FPSPP		
Concours de France Compétences		
- au titre des collectes légales		
- au titre de la péréquation		
<b>Collecte nette</b>	<b>8 314 721</b>	<b>6 825 430</b>
<b>Subventions</b>	<b>(6 256 320)</b>	<b>10 722 547</b>
<i>Aides de l'Etat</i>	<i>(6 392 671)</i>	<i>10 027 104</i>
<i>Aides des régions et autres collectivités locales</i>	<i>116 351</i>	<i>727 032</i>
<i>Aides du Fonds social européen (FSE)</i>		
<i>Appels à Projets</i>		
<i>Part du FPSPP</i>		
<i>Part du FSE</i>		
<i>Peréquation</i>		
<i>Autres Aides</i>	20 000	(31 589)
Utilisations des fonds dédiés	4 170 048	2 991 866
Autres produits de formation	340	14 896
<b>PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>6 228 789</b>	<b>20 554 739</b>
<b>Charges de formation</b>	<b>2 065 158</b>	<b>15 130 307</b>
<i>Dont</i>		
<i>Fonctionnement CFA</i>		
<i>Investissement OF</i>		
Reversements		
Report en fonds dédiés formation	382 853	4 170 048
Autres charges formation	2 270 576	6 069
<b>CHARGES DE FORMATION</b>	<b>4 718 587</b>	<b>19 306 424</b>
<b>Total I - Résultat de formation .....</b>	<b>1 510 201</b>	<b>1 248 315</b>

	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions de fonctionnement	(199 262)	663 275
Transferts de charges		
Reprises sur provisions pour risque et charges		5 431
Utilisation des fonds dédiés F	432 866	299 381
Autres produits	5 553	8 922
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>239 157</b>	<b>977 009</b>
Achats et autres charges externes	292 563	524 553
Impôts, taxes et versements assimilés	3 669	7 266
Charges de personnel	444 893	794 875
Dotations aux amortissements et aux provisions	17 303	28 888
Reports en fonds dédiés F	77 685	432 866
Autres charges	6	88
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>836 119</b>	<b>1 788 535</b>
<b>Total II - Résultat de fonctionnement .....</b>	<b>(596 962)</b>	<b>(811 526)</b>
<b>Total III - Résultat de l'activité (I + II) .....</b>	<b>913 239</b>	<b>436 789</b>
Produits financiers	7 751	5 835
Charges financières	3	
<b>Total IV - Résultat financier .....</b>	<b>7 748</b>	<b>5 835</b>
Produits exceptionnels	96	168
Charges exceptionnelles	26 701	14 550
<b>Total V - Résultat exceptionnel .....</b>	<b>(26 605)</b>	<b>(14 382)</b>
Impôts sur les bénéfices (VI)	1 860	1 400
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (III + IV + V - VI)</b>	<b>892 522</b>	<b>426 841</b>

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION VV						
Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	4 369 340	19 497 821	15 550 572		39 417 733
B	Engagements et compléments				20 689 254	20 689 254
C=A+B	Total I	4 369 340	19 497 821	15 550 572	20 689 254	60 106 987
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	227 402	4 773 910	11 505 525	8 162 230	24 669 066
E	Annulations de l'exercice N	4 141 939	12 643 461	1 920 857		18 706 256
F=D+E	Total II	4 369 341	17 417 371	13 426 382	8 162 230	43 375 323
G=C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	0	2 080 450	2 124 190	12 527 024	16 731 664

Tableau de suivi des engagements de financement de formation VV						
Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	4 369 341	19 497 821	15 550 572		39 417 733
I	Engagements bruts de financement de formation de l'Exercice N				20 689 254	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				0,00%	
K+IxJ	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				0	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				8 162 230	8 162 230
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	4 369 341	19 497 821	15 550 572		39 417 733
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation		2 080 450	2 124 190	12 527 024	16 731 664
N=H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	0	2 080 450	2 124 190	12 527 024	16 731 664
Echéance à moins d'un an						
Échéance à plus d'un an						



## **Bilan, Compte de Résultat et EFF Section Conventionnelle**



**BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**  
SECTION CONVENTIONNELLE  
avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles					Réserves		
Immobilisations corporelles					Report à nouveau	15 287 466	12 779 777
Immobilisations financières					Excédent ou déficit	2 202 073	2 507 688
					<b>Total des fonds propres (I)</b>	17 489 539	15 287 466
					<b>FONDS DEDIES (II)</b>		8 296
Compte de liaison investissements	41 024		41 024	32 816	<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques		
					Provisions pour charges		
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	41 024		41 024	32 816	<b>Total des provisions (III)</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences					Emprunts et dettes assimilées		
Créances sur autres subventions	3 102		3 102	4 413	France Compétences		
Adhérents et comptes rattachés	5 104 805		5 104 805	4 787 242	Charges à payer pour EFF	1 489 209	1 680 737
Autres créances	372 388		372 388	505 045	Dettes fournisseurs	43 036	11 867
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales	848 125	770 366
Disponibilités	14 494 521		14 494 521	12 807 497	Autres dettes		8 825
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance		
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun					- Moyens commun	64 852	56 737
- Entre dispositifs	24 824		24 824	49 614	- Entre dispositifs	105 903	362 334
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	19 999 640		19 999 640	18 153 811	<b>Total des dettes (IV)</b>	2 551 124	2 890 866
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	20 040 663		20 040 663	18 186 627	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	20 040 663	18 186 627

La répartition par branche des fonds propres est la suivante :

	Commerce à prédominance alimentaire (détail et gros)	Commerce de détail alimentaire non spécialisé	Métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé	Optique-lunetterie de détail	Autres	Total
Solde au 31/12/2023	1 191 204	15 891 374		325 284	81 677	17 489 539

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024**  
**SECTION CONVENTIONNELLE**

	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>Collecte</b>		
Collectes encaissées sur l'exercice	4 856 193	4 680 384
Reprise provision collecte à recevoir	(4 016 877)	(3 724 211)
collectes à recevoir	4 256 310	4 016 877
Abondement FPSPP		
Concours de France Compétences		
- au titre des collectes légales		
- au titre de la péréquation		
<b>Collecte nette</b>	<b>5 095 627</b>	<b>4 973 050</b>
<b>Subventions</b>	<b>3 102</b>	<b>(682)</b>
<i>Aides de l'Etat</i>	3 102	
<i>Aides des régions et autres collectivités locales</i>		(682)
<i>Aides du Fonds social européen (FSE)</i>		
<i>Appels à Projets</i>		
<i>Part du FPSPP</i>		
<i>Part du FSE</i>		
<i>Peréquation</i>		
<i>Autres Aides</i>		
Utilisations des fonds dédiés	8 296	725
Autres produits de formation	2	2
<b>PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>5 107 025</b>	<b>4 973 094</b>
<b>Charges de formation</b>	<b>2 326 368</b>	<b>1 980 433</b>
<i>Dont</i>		
<i>Fonctionnement CFA</i>		
<i>Investissement OF</i>		
Reversements		
Report en fonds dédiés formation		8 296
Autres charges formation	222 009	124 453
<b>CHARGES DE FORMATION</b>	<b>2 548 377</b>	<b>2 113 181</b>
<b>Total I - Résultat de formation .....</b>	<b>2 558 648</b>	<b>2 859 913</b>

	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions de fonctionnement	9 504	17 605
Transferts de charges		
Reprises sur provisions pour risque et charges		1 562
Utilisation des fonds dédiés F	30 031	44 845
Autres produits	2 854	2 567
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>42 389</b>	<b>66 579</b>
Achats et autres charges externes	139 045	150 909
Impôts, taxes et versements assimilés	1 886	2 090
Charges de personnel	227 606	228 678
Dotations aux amortissements et aux provisions	8 892	8 311
Reports en fonds dédiés F	19 535	30 031
Autres charges	3	25
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>396 967</b>	<b>420 044</b>
<b>Total II - Résultat de fonctionnement .....</b>	<b>(354 578)</b>	<b>(353 464)</b>
<b>Total III - Résultat de l'activité (I + II) .....</b>	<b>2 204 070</b>	<b>2 506 448</b>
Produits financiers	3 983	1 679
Charges financières	2	
<b>Total IV - Résultat financier .....</b>	<b>3 982</b>	<b>1 679</b>
Produits exceptionnels	49	48
Charges exceptionnelles	5 072	84
<b>Total V - Résultat exceptionnel .....</b>	<b>(5 023)</b>	<b>(36)</b>
Impôts sur les bénéfices (VI)	956	403
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (III + IV + V - VI)</b>	<b>2 202 073</b>	<b>2 507 688</b>

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION CONV						
Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	437 175	155 114	814 892		1 407 181
B	Engagements et compléments				2 660 396	2 660 396
C=A+B	Total I	437 175	155 114	814 892	2 660 396	4 067 577
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	37 924	23 466	704 994	1 696 481	2 462 865
E	Annulations de l'exercice N	226 005	108 276	29 321		363 602
F=D+E	Total II	263 928	131 742	734 315	1 696 481	2 826 467
G=C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	173 247	23 371	80 578	963 915	1 241 111

Tableau de suivi des engagements de financement de formation CONV						
Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercice N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	437 175	155 114	814 892		1 407 181
I	Engagements bruts de financement de formation de l'Exercice N				2 660 396	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				0,00%	
K+IxJ	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				0	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				1 696 481	1 696 481
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	437 175	155 114	814 892		1 407 181
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	173 247	23 371	80 578	963 915	1 241 111
N=H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	173 247	23 371	80 578	963 915	1 241 111
Echéance à moins d'un an						
Échéance à plus d'un an						



**Bilan**

**Moyens communs**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**  
**MOYENS COMMUNS**  
avant affectation du résultat (en EUROS)

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort & pro	Net				
<b>ACTIF IMMOBLISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	3 081 975	1 251 003	1 830 973	2 058 099	Réserves		
Immobilisations corporelles	5 748 175	1 989 710	3 758 466	1 754 138	Report à nouveau		
Immobilisations financières	659 141		659 141	600 509	Excédent ou déficit		
					<b>Total des fonds propres (I)</b>		
Compte de liaison investissements	(9 489 292)	(3 240 712)	(6 248 580)	(4 412 746)	<b>FONDS DEDIES (II)</b>	2 975 535	4 038 206
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>					<b>PROVISIONS</b>		
					Provisions pour risques	1 144 579	1 035 462
					Provisions pour charges	719 719	624 486
					<b>Total des provisions (III)</b>	1 864 298	1 659 948
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
France Compétences					Emprunts et dettes assimilées		
Créances sur autres subventions	3 331 105		3 331 105	3 905 747	France Compétences		
Adhérents et comptes rattachés					Charges à payer pour EFF		
Autres créances	2 216 773		2 216 773	3 318 774	Dettes fournisseurs	3 825 502	2 776 282
Valeurs mobilières de placement					Dettes fiscales et sociales	7 204 148	6 136 581
Disponibilités	772 882		772 882	12 277 601	Autres dettes	202 710	333 140
Charges constatées d'avance	1 335 448		1 335 448	859 098	Produits constatés d'avance	689 190	768 750
Comptes de liaison					Comptes de liaison		
- Moyens commun	9 878 058		9 878 058	7 629 289	- Moyens commun		
- Entre dispositifs	6 480 323		6 480 323	2 480 458	- Entre dispositifs	7 253 205	14 758 059
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	24 014 587		24 014 587	30 470 966	<b>Total des dettes (IV)</b>	19 174 754	24 772 813
<b>TOTAL ACTIF (I + II)</b>	24 014 587		24 014 587	30 470 966	<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	24 014 587	30 470 966